



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES

**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 24.300 ODP**  
**RÉGULARISATION**

**Objet : Autorisation d'occupation du domaine public et réglementation du stationnement et de la circulation.**

**Le Maire de la Ville d'Orthez,**

**Vu** les articles L2212.1.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**Vu** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par arrêté du 7 juin 1974, livre 1, 4<sup>e</sup> partie « signalisation de prescriptions »,

**Considérant** la demande de l'entreprise CEDELEC, 1250 route de Balansun, 64300 SALESPISSÉ, représentée par monsieur Cédric LANABRAS, qui sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, Du lundi 02 septembre au lundi 30 septembre 2024 pour une durée de vingt neuf (29) jours, afin d'effectuer des travaux au n° 12 rue Pierre LASSERRE à Orthez.

**Sous réserve déclaration préalable auprès du service urbanisme.**

**Vu** l'avis de la Police Municipale,

**Considérant** que le Maire doit prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité et la commodité de passage dans les rues, voies, quais et places publiques,

**ARRÊTÉ :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Du lundi 03 au lundi 30 septembre 2024 pour une durée de vingt neuf (29) jours, l'entreprise CEDELEC est autorisée à occuper le domaine public au droit du n° 12 rue Pierre LASSERRE, afin d'effectuer des travaux.

**Article 2** : Pour permettre ces travaux, l'entreprise CEDELEC sera autorisée à stationner un véhicule devant le n° 14 rue P. Lasserre. A charge à l'entreprise de signaler les jours de présence sur le chantier.

**Article 3** : L'entreprise CEDELEC sera entièrement responsable des accidents qui pourront survenir pendant la durée des travaux, et devra prendre toutes les mesures pour sécuriser les lieux d'intervention ; la pré-signalisation et la signalisation réglementaires seront mises en place par ses soins et sous sa responsabilité, afin de permettre l'application des présentes dispositions.

**Article 4** : Un passage de sécurité devra être respecté pour les piétons, les véhicules des services de police, d'incendie et de secours, ambulances ou médecins justifiant d'une intervention urgente ou aux riverains et usagers accédant à un emplacement de garage privé.

**Article 5** : L'entreprise CEDELEC sera redevable d'un droit fixe d'instruction des dossiers de 5 € et d'un droit d'occupation du domaine public de 8 €/engin/jour (délibération du Conseil Municipal du 07 mars 2024).

**Article 6** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7** : Les contrevenants seront sanctionnés en application des dispositions du Code de la Route.

**Article 8** : La Directrice Générale des Services, le service de la Police Municipale, le Commandant du Centre de Secours Principal, le Commandant de la Gendarmerie d'Orthez, le Directeur du pôle aménagement de la communauté des communes de Lacq-Orthez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de ville d'Orthez.

Fait à Orthez, le lundi 02 septembre 2024

Le Maire d'Orthez/Sainte-Suzanne,  
**Emmanuel HANON**



**Copies transmises par mail :**

- /// Centre de Secours
- /// Gendarmerie
- /// Le demandeur
- /// Services Techniques
- /// CCL0